

Brochure n° 3228

Convention collective nationale
IDCC : 637. – **INDUSTRIES ET COMMERCE
DE LA RÉCUPÉRATION**

ACCORD DU 20 SEPTEMBRE 2012
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} NOVEMBRE 2012

NOR : ASET1251401M
IDCC : 637

I. – Préambule

Les partenaires sociaux s'engagent à entamer une réflexion sur le contenu des minima conventionnels (art. 60.2 de la convention collective) et sur les conditions de versement de la prime vacances (art. 67 *bis* de la convention collective), notamment en cas de départ en cours de période de référence.

Dans ce cadre, une enquête sera menée dans les entreprises de la branche pour identifier les pratiques en la matière et mesurer l'impact de toute décision qui pourrait être prise paritairement.

II. – Barème des salaires minimaux conventionnels

Le barème des salaires minimaux conventionnels est modifié selon l'annexe I ci-après.

La date d'application du nouveau barème est fixée au 1^{er} novembre 2012.

Pour vérifier que le niveau des garanties dudit barème est atteint, les entreprises pourront tenir compte de tous les éléments de salaire.

Elles devront toutefois s'assurer que ces éléments de salaire peuvent être pris en compte dans le calcul, compte tenu des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de la convention collective des industries et commerces de la récupération dans son article 60.2, relatifs au salaire minimal professionnel.

III. – Impérativité de l'accord

L'ensemble des dispositions du présent accord est impératif. Il ne pourra y être dérogé par accord d'entreprise que dans un sens plus favorable aux salariés.

**IV. – Égalité professionnelle. – Mesures tendant à réduire
les écarts de rémunération**

Les partenaires sociaux sont convenus de reprendre en groupe technique, courant 2013, les réflexions sur la méthodologie nécessaire au diagnostic des écarts de rémunération dans la branche et prendre les mesures qui s'avéreront nécessaires pour les résorber, en lien avec l'accord collectif du 4 octobre 2010.

V. – Formalités de dépôt

Le texte du présent accord sera déposé à la direction générale du travail et au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes conformément au code du travail.

Il fera l'objet d'une demande d'extension.

Fait à Paris, le 20 septembre 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

FEDEREC.

Syndicats de salariés :

FGMM CFDT ;

CFE-CGC ;

FGT SNED CFTC.

ANNEXE

Barème des salaires minimaux conventionnels de la branche des industries et commerces de la récupération applicable au 1^{er} novembre 2012

Base : 151,67 heures.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON			
	A	B	C	D
I	1 450,62	1 455,91	1 466,48	
II	1 477,07	1 487,65	1 503,52	
III	1 512,60	1 537,53	1 580,39	
IV	1 616,14	1 666,99	1 719,32	
V	1 792,72	1 897,49	2 002,27	
VI		2 091,25	2 264,15	2 646,60
VII		2 745,80	2 859,35	2 993,54